

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2003 — 3235

[C — 2003/35849]

27 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1988 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 1988 portant certaines mesures en vue d'harmoniser les allocations et les jetons de présence accordés aux commissaires, aux délégués des finances, aux représentants du Gouvernement flamand, aux présidents et aux membres des commissions spéciales non consultatives ou des conseils d'administration des organismes ou entreprises qui relèvent du Gouvernement flamand

Le Gouvernement flamand,

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1988 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 1988 portant certaines mesures en vue d'harmoniser les allocations et les jetons de présence accordés aux commissaires, aux délégués des finances, aux représentants du Gouvernement flamand, aux présidents et aux membres des commissions spéciales non consultatives ou des conseils d'administration des organismes ou entreprises qui relèvent du Gouvernement flamand;

Vu l'accord de l'Inspection des Finances, donné le 6 juin 2003;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 16 juin 2003;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Habitat, des Médias et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1988 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 1988 portant certaines mesures en vue d'harmoniser les allocations et les jetons de présence accordés aux commissaires, aux délégués des finances, aux représentants du Gouvernement flamand, aux présidents et aux membres des commissions spéciales non consultatives ou des conseils d'administration des organismes ou entreprises qui relèvent du Gouvernement flamand, la catégorie III, a), est complétée comme suit :

« association mutuelle d'assurances VRT-Pensioenfond ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2003.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'Habitat, les Médias et les Sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

B. SOMERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget,
de l'Aménagement du Territoire, des Sciences et de l'Innovation technologique,

D. VAN MECHELEN

Le Ministre flamand de l'Habitat, des Médias et des Sports,

M. KEULEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3236

[C — 2003/29426]

17 JUILLET 2003. — Décret visant à donner les moyens aux organisations syndicales de mener à bien leurs missions dans le secteur de l'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux membres du personnel visés à l'article 24, § 4, de la Constitution.

Art. 2. Les organisations syndicales représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail peuvent disposer de membres du personnel de l'enseignement en congé pour activité syndicale conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Aucun remboursement n'est réclamé aux organisations syndicales de la somme égalant le montant global des traitements, subventions-traitements, allocations et indemnités versés aux membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, en ce qui concerne un maximum de 28 délégués permanents pour l'ensemble des organisations syndicales précitées.

Art. 3. Les organisations syndicales représentant les membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail peuvent disposer de membres du personnel de l'enseignement en congé pour activité syndicale conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Aucun remboursement n'est réclamé aux organisations syndicales de la somme égalant le montant global des traitements, subventions, traitements, allocations et indemnités versés aux membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, en ce qui concerne un maximum de 3 délégués permanents pour l'ensemble des organisations syndicales précitées.

Art. 4. Les membres du personnel visés aux articles 2 et 3 doivent être chargés par les organisations syndicales de l'encadrement et du soutien des instances créées par les dispositions statutaires en vigueur, dont les règles de composition prévoient une représentation des organisations syndicales.

Art. 5. Le nombre de délégués permanents précités aux articles 2 et 3 est exprimé en charges complètes.

Art. 6. Le Gouvernement de la Communauté française fixe le mode de répartition du nombre de délégués permanents visés aux articles 2 et 3 du présent décret entre les organisations syndicales.

Art. 7. § 1^{er}. Afin de bénéficier des dispositions selon le cas de l'article 2 ou de l'article 3 du présent décret l'organisation syndicale concernée introduit une demande, par lettre recommandée à la poste avec un accusé de réception, auprès de l'Administration générale des personnels de l'enseignement du Ministère de la Communauté française, contenant les mentions suivantes :

a) Le nom, le prénom, l'adresse et le numéro matricule du membre du personnel concerné;

b) La ou les fonctions exercées par le membre du personnel avec l'indication de l'établissement d'enseignement, du centre psycho-médico-social ou du service où la ou les fonctions sont exercées; cette indication comprend le nom et l'adresse de cet établissement d'enseignement, de ce centre psycho-médico-social ou de ce service ainsi que le nom et l'adresse du pouvoir organisateur;

c) La date de prise d'effet sollicitée.

§ 2. L'administrateur général des personnels de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française vérifie les conditions d'applications du présent décret et notifie sa décision à l'organisation syndicale dans le mois qui suit la réception de la demande.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiée à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2002-2003* :

Document du conseil. – Projet de décret, N 431-1. – Rapport, N° 431-2.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 15 juillet 2003.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3236

[C – 2003/29426]

17 JULI 2003. — Decreet waarbij middelen ter beschikking van de vakverenigingen worden gesteld om hun opdrachten te verwezenlijken in de sector van het onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de personeelsleden bedoeld bij artikel 24, § 4, van de Grondwet.

Art. 2. De vakverenigingen die de leden van het onderwijzend personeel van het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesloten zijn bij vakverenigingen die zetelen op de Nationale Raad voor Arbeid kunnen over personeelsleden van het onderwijs in verlot wegens syndicale activiteit beschikken overeenkomstig de geldende wets- en reglementsbepalingen.

Er wordt van de vakverenigingen geen terugbetaling gevegd van het bedrag dat gelijk is aan het globale bedrag van de wedden, wedden-toelagen, toelagen en vergoedingen gestort aan de personeelsleden bedoeld bij lid 1, wat betreft een maximum van 28 permanente afgevaardigden voor het geheel van bovenvermelde vakverenigingen.

Art. 3. De vakverenigingen die de leden van het bestuurspersoneel, van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de inrichtingen voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesloten zijn bij vakverenigingen die zetelen op de Nationale Raad voor Arbeid kunnen over personeelsleden van het onderwijs in verlof wegens syndicale activiteit beschikken overeenkomstig de geldende wets- en reglementsbepalingen.

Er wordt van de vakverenigingen geen terugbetaling gevegd van het bedrag dat gelijk is aan het globale bedrag van de wedden, wedden-toelagen, toelagen en vergoedingen gestort aan de personeelsleden bedoeld bij lid 1, wat betreft een maximum van 3 permanente afgevaardigden voor het geheel van bovenvermelde vakverenigingen.

Art. 4. De personeelsleden bedoeld bij de artikelen 2 en 3 moeten belast worden door de vakverenigingen met de begeleiding en het steunen van de instanties opgericht door de geldende statutaire bepalingen, waarvan de samenstellingsregels in een vertegenwoordiging van de vakverenigingen voorzien.

Art. 5. Het aantal permanente afgevaardigden vermeld in de artikelen 2 en 3 wordt in volle opdrachten uitgedrukt.

Art. 6. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de nadere regels voor de verdeling van het aantal permanente afgevaardigden bedoeld bij de artikelen 2 en 3 van dit decreet over de vakverenigingen.

Art. 7. § 1. Om naargelang het geval de bepalingen van artikel 2 of artikel 3 van dit decreet te kunnen genieten, dient de betrokken vakvereniging een aanvraag in te dienen, per ter post aangetekende brief met ontvangstbericht, bij het Algemeen bestuur van het onderwijspersoneel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, met vermelding erin van :

de naam, de voornaam, het adres en het stamnummer van het betrokken personeelslid;

het of de door het personeelslid uitgeoefend(e) ambt(en) met vermelding van de inrichting voor onderwijs, van het psycho-medisch-sociale centrum of van de dienst waarbij het of de ambt(en) uitgeoefend wordt (worden); deze vermelding bevat de naam en het adres van deze onderwijsinrichting, van dit psycho-medisch-sociale centrum of van deze dienst alsook de naam en het adres van de inrichtende macht;

de gewenste datum van uitwerking.

§ 2. De administrateur-generaal van het personeel van het Onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap controleert de voorwaarden voor de toepassing van dit decreet en geeft kennis van zijn beslissing aan de vakvereniging gedurende de maand die volgt op de ontvangst van de aanvraag.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het afgekondigd wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2002-2003 :*

Stukken van de Raad – Ontwerp van decreet, nr. 431-1 – Verslag, nr. 431-2.

Integraal verslag – Discussie en aanneming – Vergadering van 15 juli 2003.